

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
<i>David RENDERS, Jacqueline MORAND-DEVILLER</i>	
INTRODUCTION GÉNÉRALE	11
<i>David RENDERS</i>	
MISE EN PERSPECTIVE	15
• Mobilité urbaine	15
<i>Willy SPANNOWSKY</i>	
• Urban mobility	21
<i>Willy SPANNOWSKY</i>	

PARTIE 1 RAPPORTS DE SYNTHÈSE

CHAPITRE 1. QUI DÉTIENT LES COMPÉTENCES APPELÉES À DEVOIR ÊTRE EXERCÉES EN VUE D'ASSURER LA MOBILITÉ URBAINE ?	27
<i>Christoph MAYER</i>	
I. Remarque préliminaire	27
II. Méthodologie de l'évaluation des rapports nationaux et du rapport de l'Union européenne.	28
III. Résultat de l'évaluation des rapports nationaux et du rapport de l'Union européenne.	29
III.1. Première question directrice de l'évaluation : l'absence d'une compétence étatique spécifique pour la matière « mobilité urbaine » dans son ensemble	29
III.2. Deuxième question directrice de l'évaluation : les différentes matières significatives quant aux compétences étatiques dans le domaine de la mobilité urbaine	29
III.3. Troisième question directrice de l'évaluation : la répartition des pouvoirs étatiques législatifs et exécutifs en ce qui concerne les différentes matières significatives du point de vue des compétences étatiques dans le domaine de la mobilité urbaine ...	30
III.3.1. Répartition des compétences relative aux matières dans le domaine du trafic routier.	31
III.3.1.1. Répartition des compétences relative à la planification sectorielle formelle de routes (publiques)	32

III.3.1.2.	Répartition des compétences en ce qui concerne la construction et l'entretien ainsi que la surveillance de routes (publiques)	32
III.3.1.3.	Répartition des compétences relative à l'exploitation du réseau de transport routier, y compris les transports publics routiers de proximité	34
III.3.1.4.	Répartition des compétences relative à la réglementation du trafic routier, y compris la garantie de la sécurité du trafic routier	35
III.3.1.5.	Répartition des compétences relative aux affaires relevant du trafic routier de la communauté locale à l'exception de l'urbanisme	36
III.3.1.6.	Répartition des compétences relative au financement du trafic routier	36
III.3.2.	Répartition des compétences relative aux matières dans le domaine du transport ferroviaire.	37
III.3.2.1.	Répartition des compétences relative à la planification sectorielle formelle de voies ferrées (publiques)	37
III.3.2.2.	Répartition des compétences en ce qui concerne la construction et l'entretien ainsi que la surveillance de voies ferrées (publiques).	38
III.3.2.3.	Répartition des compétences relative à l'exploitation du réseau de transport ferroviaire, y compris les transports publics ferroviaires de proximité	40
III.3.2.4.	Répartition des compétences relative aux affaires relevant du transport ferroviaire de la communauté locale à l'exception de l'urbanisme.	41
III.3.2.5.	Répartition des compétences relative au financement du transport ferroviaire.	41
III.3.3.	Répartition des compétences relative aux matières de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.	41
III.3.3.1.	Répartition des compétences relative à l'aménagement du territoire	42
III.3.3.2.	Répartition des compétences relative à l'urbanisme	43
III.3.4.	Répartition des compétences relative aux autres matières dans le domaine de la mobilité urbaine.	43
III.4.	Quatrième question directrice de l'évaluation : les pouvoirs de l'UE dans le domaine de la mobilité urbaine	44
IV.	Résumé.	45
CHAPITRE 2.		
AUTORISATIONS ET PROCÉDURES		47
<i>Valérie DÉFAGO GAUDIN</i>		
Remarques liminaires.		47
I.	Les procédures en matière d'infrastructures de mobilité urbaine.	48
I.1.	Planification.	48

I.2. Concrétisation	50
I.3. Les personnes à l'initiative des procédures	51
II. Les mécanismes de participation aux procédures	53
II.1. L'évaluation environnementale et la participation du public	53
II.2. Consultation de la population et enquête publique	53
II.3. Les alternatives au projet	53
III. Les instruments de politique foncière	54
III.1. L'expropriation	54
III.2. Le droit de préemption	54
IV. La question du financement	55
IV.1. Remarque liminaire	55
IV.2. Financement par l'enveloppe budgétaire générale ou affectée	55
IV.3. Financement par les opérateurs	56
IV.4. Les règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État	56
V. La protection juridique	57
V.1. La protection juridique	57
V.2. Les personnes et associations admises au recours	58
VI. Les obstacles juridiques ou factuels dans la mise en œuvre des procédures	58
VI.1. La longueur des procédures	58
VI.2. Autres risques	59
Remarques conclusives	59

CHAPITRE 3.

L'ARTICULATION ENTRE LA POLITIQUE DE MOBILITÉ URBAINE ET LA POLITIQUE D'URBANISME 61

Thierry TANQUEREL

I. Introduction	61
II. L'impact des infrastructures de transport sur la politique d'urbanisme	63
II.1. Les impacts directs	63
II.2. Les impacts indirects	64
II.3. Commentaire intermédiaire	66
III. L'impact des projets d'urbanisme sur la mobilité urbaine	67
III.1. Les nouveaux quartiers	67
III.2. Les projets spécifiques	68
IV. La pertinence d'un droit à la mobilité	70
IV.1. Absence de reconnaissance généralisée	70
IV.2. Portée limitée	70
V. L'articulation entre les instruments juridiques de planification urbanistique ordinaires et les instruments spécifiques aux infrastructures de transport	71
V.1. La prise en compte de la politique de mobilité dans les documents d'urbanisme	71

V.2. La hiérarchie entre les plans d'urbanisme et la planification spécifique aux infrastructures de mobilité.	73
VI. Remarques conclusives	74

CHAPITRE 4.

L'ARTICULATION ENTRE LA POLITIQUE DE MOBILITÉ URBAINE ET LA POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.	75
---	----

Francis HAUMONT

Remarques préliminaires	75
I. La mobilité urbaine et la protection de la nature, des paysages et du patrimoine culturel	77
II. Les infrastructures de transport et le bruit.	81
II.1. Le droit européen	81
II.2. Les rapports nationaux	82
III. Les infrastructures de transport et l'air.	84
III.1. Le droit européen	84
III.2. Les rapports nationaux	86
IV. Les évaluations des incidences sur l'environnement	88
IV.1. Le droit européen	88
IV.1.1. La directive 2011/92 « Projets »	89
IV.1.2. La directive 2001/42 « Plans et programmes ».	90
IV.1.3. La directive 92/43 « Habitats »	91
IV.2. Les rapports nationaux	94

CHAPITRE 5.

LA MOBILITÉ URBAINE	97
-------------------------------	----

Rozen NOGUELLOU

I. La limitation de la voiture en ville	99
I.1. Les mesures pour limiter la circulation automobile	99
I.1.1. La délicate question des péages urbains	101
I.2. La question du stationnement.	101
I.2.1. Le développement du stationnement résidentiel	101
I.2.2. La situation ambiguë des parkings.	102
II. Le développement d'autres modes de circulation que la voiture individuelle	103
II.1. Le développement de modes alternatifs de circulation.	103
II.2. Quel modèle de régulation pour ces modes alternatifs de circulation ?.	106
CONCLUSIONS	111

Jacqueline MORAND-DEVILLER

I. Planifier et intégrer	113
I.1. Planifier	113
I.2. Intégrer	115

II. Réglementer et réguler	116
II.1. Réglementer	116
II.2. Réguler.....	117

PARTIE 2

RAPPORTS NATIONAUX

CHAPITRE 1.	
ALLEMAGNE.....	123
<i>Matthias Rossi</i>	
QUESTION 1:	
RELEVANT COMPETENCES TO ENSURE URBAN MOBILITY	123
I. Mixture of competences	123
II. Legislative powers	124
II.1. Legislative powers of the Federation	124
II.2. Legislative powers of the Länder	125
III. Executive powers.....	125
IV. Financial Competences	126
QUESTION 2:	
AUTHORISATIONS AND PROCEDURES ESTABLISHED IN ORDER	
TO ENSURE URBAN MOBILITY	128
I. Overview.....	128
II. Planning and approval of infrastructure measures	128
II.1. Procedures for planning approval	129
II.1.1. Necessity of a planning approval procedure.....	129
II.1.2. Initiation of planning approval procedures.....	129
II.1.3. Planning approval procedure.....	130
II.1.4. Concentration effect.....	131
II.2. Building permit	131
II.3. Environmental Impact Assessment and Strategic	
Environmental Assessment	131
II.4. Rights of Pre-Emption and Expropriation	132
III. Necessary personnel concessions.....	132
IV. Comprehensive passenger transport authorisations	134
V. Legal Protection.....	135
V.1. Legal protection against statutes	135
V.2. Legal protection against administrative acts.....	135
V.3. Special features under the Law on supplementary provisions	
governing actions in environmental matters	
(Umwelt-Rechtsbehelfsgesetz, hereinafter: UmwRG).....	136

QUESTION 3:	
HOW DOES URBAN MOBILITY POLICY INTERACT WITH TRAFFIC AND PARKING ISSUES? . . .	137
I. Influence of infrastructural traffic planning on urban planning.	137
II. Influence of urban development measures on traffic planning	138
III. Traffic planning and land-use planning as instruments of urban traffic policy	138
III.1. Obligation to adopt a local transport plan	139
III.2. Traffic planning as a consideration issue in urban land-use planning . .	139
III.3. Lesser specified regulatory framework	140
IV. No “Basic Right to Mobility”	141
QUESTION 4:	
INTERACTION OF URBAN MOBILITY POLICY WITH ENVIRONMENTAL PROTECTION POLICY . . .	142
I. Preliminary remarks	142
II. Weighing of interests in the course of planning	142
III. Integrating nature conservation aspects into transport infrastructure planning . .	143
III.1. Principle of separation	143
III.2. Urban land-use planning.	143
III.2.1. Protected part of nature and landscape; protected biotope.	143
III.2.2. General nature conservation related interests	144
III.2.3. Notified Natura 2000 areas.	145
III.2.4. Inclusion into the planning approval procedure.	146
IV. Heritage protection and transport infrastructure projects.	146
V. Integration of legal provisions on air quality and noise reduction.	146
QUESTION 5:	
INTERACTION OF URBAN MOBILITY POLICY WITH TRAFFIC AND PARKING ISSUES	148
I. Parking space and urban planning law	148
II. Mixture of instruments	149
II.1. Road law	149
II.2. Road traffic law	149
II.3. Environmental law	150
II.4. Financial instruments	151
QUESTION 6:	
ACHIEVEMENT.	152
I. Failing of urban mobility policy: switching exclusively to bus transport	152
II. A success story: The Karlsruhe Model	152
III. A future success story? The Berlin Mobility Act	153
CHAPITRE 2.	
AUTRICHE	155
<i>Lydia BURGSTALLER</i>	
I. Situation in Austria and overview of the distribution of competences	155

II. Specific areas of legislation concerning urban mobility.	157
II.1. Road law in Austria.	158
II.2. Road construction in Austria	160
II.3. Infrastructure and financing of federal roads	162
II.4. Road traffic law and regulatory authorisations	163
II.5. Public transport in Austria	164
III. Mobility in cities and spatial structure/spatial planning law in Austria.	166
IV. Environmental aspects of mobility	168
IV.1. Affected Areas – problematic emissions:	170
IV.2. Neighbour protection in the sustainable city.	171
V. Problems and solutions in Austrian urban transport policy (traffic and parking).	173
VI. Achievement: Vienna the “Smart City”	179
VII. Lexicon.	182

CHAPITRE 3.

BELGIQUE

LA MOBILITÉ EN DROIT BRUXELLOIS ET EN DROIT WALLON 183

Laurane FERON, Yves HANIN, Francis HAUMONT, Aurélie TRIGAUX

I. La répartition des compétences	183
I.1. À titre préliminaire, quelques principes relatifs à la répartition des compétences en droit belge	183
I.2. La répartition des compétences en matière de mobilité urbaine	185
I.3. Mécanismes d’articulation des différentes compétences	190
II. Les autorisations et les procédures.	192
II.1. Les types d’autorisation requises	192
II.2. L’initiative	193
II.3. Les procédures	193
II.3.1. Le principe	193
II.3.2. Permis et plan d’urbanisme	194
II.3.3. Participation et évaluation environnementale	195
II.4. Politique foncière	196
II.5. Autorisations et financement	197
II.6. Recours	197
III. L’articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique d’urbanisme	198
III.1. L’articulation entre les deux politiques	198
III.2. La corrélation entre la planification d’urbanisme et la planification des infrastructures de transport.	199
III.3. Le droit à la mobilité	200
IV. L’articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique de protection de l’environnement	200

IV.1. Infrastructures de transport et protection de l'environnement	200
IV.1.1. Les évaluations de droit commun	201
IV.1.2. Les évaluations appropriées.	201
IV.1.3. Patrimoine culturel.	202
IV.2. Autres contraintes environnementales	203
V. L'articulation de la politique de mobilité urbaine et les actions en matière de circulation et de stationnement	203
V.1. Le stationnement en dehors de la voie publique	203
V.2. La mobilité et le stationnement sur la voie publique.	205
V.2.1. Le plan d'aménagement directeur	205
V.2.2. Le Code de l'Air, du Climat et de l'Énergie (CoBRACE).	205
V.2.3. Le plan régional de mobilité.	206
V.3. Les mesures fiscales et économiques.	206
V.3.1. Le plan régional de politique du stationnement	206
V.3.2. Les mesures fiscales	208
VI. Louvain-la-Neuve, d'une conception intégrée de l'urbanisme et de la mobilité à la recherche d'un nouveau modèle.	208

CHAPITRE 4.

ESPAGNE	213
-------------------	-----

Judith GIREU FONT

I. The universal right to mobility: the need to design person-centred mobility .	213
II. The system of authorities on urban mobility	217
II.1. The constitutional allocation of urban mobility	217
II.2. The state's activity: Spain's 2009 Sustainable Mobility Strategy and 2011 Law on the Sustainable Economy	220
II.3. Regional activity: a scant presence in specific regulations on mobility . .	223
II.4. Local activity: Municipal circulation and mobility ordinances	225
III. System of authorisations and procedures to guarantee urban mobility: Mobility planning on the local scale	227
III.1. Sustainable urban mobility plans (UMPs) within state regulations	229
III.2. Mobility plans in regional regulations	231
IV. The interaction between urban planning and urban mobility: Back to local urban development	235
V. Urban mobility and climate change: the importance of lowering energy dependence	240
VI. Managing traffic and parking within the framework of urban mobility.	246
VI.1. Traffic.	246
VI.2. The regulation of the urban space: Notes on the use of bicycles and car parks.	248
VII. A successful example of urban mobility: the Sustainable Mobility and Public Space Plan of Vitoria-Gasteiz	252
Bibliography	255

CHAPITRE 5.

FRANCE	259
--------------	-----

François PRIET

I. Les compétences en matière de mobilité urbaine	261
I.1. Les autorités compétentes en matière de coordination et d'organisation de l'offre de transport	262
I.2. Les autorités compétentes en matière de document de planification. . .	268
II. Les autorisations et procédures instituées en vue d'assurer cette mobilité . .	269
II.1. La réalisation des infrastructures de transport	269
II.2. L'information et la participation du public en matière de travaux de construction des infrastructures	272
III. L'articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique d'urbanisme	274
III.1. La planification urbaine au service des transports et de la mobilité urbaine	275
III.2. Articulation entre procédures de planification urbaine et procédures de planification des transports et de la mobilité	278
III.3. Infrastructures routières et protection d'espaces fragiles.	280
IV. L'articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique de protection de l'environnement	280
IV.1. Création d'infrastructures et zones protégées	281
IV.2. Articulation entre planification de la mobilité et procédures environnementales	284
V. Politique de mobilité urbaine, circulation et stationnement	285
V.1. Incidence de la police municipale de l'ordre public	286
V.2. Incidence de la police de l'urbanisme	288
V.3. Incidence de la police de l'environnement.	289
V.4. Incidence de la police de la mobilité urbaine	290

CHAPITRE 6.

GRÈCE	293
-------------	-----

Konstantinos Gogos

I. Competences	293
II. Authorizations and Procedures	296
III. Interaction with urban planning law	300
IV. Interaction with environmental protection policy	301
V. Interaction with environmental protection policy	304
VI. Case study: the example of the Thessaloniki bus lines	305

CHAPITRE 7.

ITALIE.....	309
-------------	-----

Paolo STELLA RICHTER, Vera PARISIO

I. Mobilité urbaine et compétences administratives : introduction	309
II. La mobilité urbaine et le principe fondamental de la planification.....	310
II.1. Le plan de mobilité durable	311
III. La participation dans la réalisation des infrastructures.....	313
IV. Le droit à la mobilité	314
V. Réalisation des infrastructures et protection du paysage	315
VI. La réalisation des parkings	316
VII. Quelques exemples de mobilité durable réussis ou non réussis	317

CHAPITRE 8.

PAYS-BAS.....	323
---------------	-----

Saskia HILLEGERS, Tycha LAM

I. Three levels of governance that ensure urban mobility.....	323
I.1. Transport Plan Act	323
I.2. Integral policy at national level	324
I.3. Execution: integral and at three government levels	326
II. Authorizations and procedures that ensure urban mobility.....	327
II.1. Spatial Planning Act, Transport Infrastructure (Planning Procedures) Act, and Road Widening Emergency Act	327
II.2. Crisis and Recovery Act	329
II.3. Procedures for the realization of infrastructural projects.....	329
II.3.1. Transport Infrastructure (Planning Procedures) Act	329
II.3.1.1. Procedures.....	329
Step 1: Notification of intent.....	330
Steps 2-5: the Structure Plan	331
Steps 6 and 7: the (draft) Transport Infrastructure (Planning Procedures) Decree.....	332
II.3.1.2. Integral assessments in Transport Infrastructure (Planning Procedures) Decrees	333
II.3.1.3. Implementation permits	335
II.3.1.4. Right of access to a court	336
II.3.2. Spatial Planning Act: zoning plans and government-imposed zoning plan amendments	338
II.3.2.1. Zoning plans and government-imposed zoning plan amendments.....	338
II.3.2.2. Implementation permits	340
II.3.2.3. Judicial review.....	340
II.3.3. Crisis and Recovery Act.....	340
II.3.3.1. Easing of environmental impact reporting.....	340

II.3.3.2. Examination burden regarding renewed decision-making after judicial nullification	341
II.3.3.3. Restriction of appeal by local and regional authorities . .	341
II.3.3.4. Verdict within six months	342
II.3.3.5. No pro forma appeals	342
II.3.3.6. Accelerated hearing of the appeal	343
II.3.3.7. Advice by StAB	343
II.3.3.8. Disregarding defects and relativity	343
II.3.4. Environment and Planning Act as of January 1, 2021	344
II.3.5. Expropriation, right of pre-emption, and financing	344
III. Urban mobility policy and urban planning law	345
IV. Interaction of urban mobility policy and environmental protection policy . .	346
V. Urban mobility policy and traffic and parking issues	347
VI. The North-South Line	350

CHAPITRE 9.

POLOGNE	351
-------------------	-----

Marek SZEWCZYK

CHAPITRE 10.

PORTUGAL	361
--------------------	-----

Fernando ALVES CORREIA, Ana Raquel MONIZ

I. Introduction	361
II. Mobilité urbaine et action publique : tutelle objective, articulation des intérêts publics et coordination intersubjective	362
II.1. En ce qui concerne les aspects substantiels, il est particulièrement important de mettre en avant l'activité législative dans quatre grands domaines :	364
II.1.1. Aménagement du territoire et urbanisme	364
II.1.2. Infrastructures des transports	365
II.1.3. Réseau des transports publics	365
II.1.4. Fiscalité environnementale	366
III. Programmation et planification territoriale : l'introduction des considérations de mobilité dans les instruments de gestion territoriale . .	370
IV. Mobilité urbaine et autonomie locale : la mobilité comme mission de la municipalité	374
V. Mobilité urbaine et environnement	377
VI. Applications pratiques – cas réels	384
VI.1. Création du RENER Living Lab – Rede Portuguesa de Cidades Inteligentes [Réseau Portugais de Villes Intelligentes] (RPCI)	385

VI.2. Institution, au sein de l'Association Nationale des Municipalités Portugaises (ANMP), d'une section spécifique désignée « Section des Municipalités Villes Intelligentes »	385
VI.3. Présentation de la plateforme Smart Portugal – Réseau Social d'Intelligence Urbaine	386
VII. Considérations finales	388
CHAPITRE 11.	
SUISSE	391
<i>Étienne POLTIER</i>	
I. La répartition des compétences	391
I.1. La structure fédéraliste de la Suisse	391
I.2. La mobilité urbaine, un survol des compétences	391
I.3. Le domaine des transports	393
I.3.1. La réalisation des infrastructures de transport	393
I.3.2. L'exploitation des réseaux de transports publics	394
I.3.3. La circulation routière	396
I.4. L'image globale : un enchevêtrement complexe de compétences	396
II. Autorisations et procédures applicables aux projets de mobilité urbaine	397
II.1. Les infrastructures routières et autres installations relevant de la compétence cantonale et communale	397
II.2. Les projets d'infrastructure de compétence fédérale	398
II.3. Le financement des projets de mobilité	399
III. L'articulation entre la politique de mobilité et la politique d'urbanisme	400
III.1. Remarque liminaire : le principe de coordination, reconnu en droit suisse	400
III.2. Mobilité et urbanisme ; convergences et tensions entre ces politiques publiques	401
III.3. Questions spécifiques	403
III.4. La liberté de mouvement	404
IV. Articulation entre politiques de mobilité urbaine et protection de l'environnement	405
V. La mobilité urbaine : gestion du trafic d'agglomération et du stationnement	408
VI. La réalisation de lignes de métro dans l'agglomération lausannoise (1990-2025)	410
VI.1. Le déplacement des hautes écoles et la ligne de métro m1	410
VI.2. Le début d'un cercle vertueux	411
VII. Conclusion	412
Bibliographie	412

CHAPITRE 12.

TURQUIE 415

Bige AÇIMUZ, Özge AKSOYLU

Introduction 415

I. La compétence en matière de mobilité urbaine 415

I.1. L'autorité essentiellement compétente en matière de mobilité urbaine : les municipalités 415

I.1.1. La compétence des municipalités d'arrondissements et de villes dans les municipalités non métropolitaines 416

I.1.2. La compétence des municipalités métropolitaines 416

I.2. La compétence subsidiaire de l'administration centrale (du ministère des Transports et de l'Infrastructure-MTI) en matière de mobilité urbaine 418

I.2.1. La compétence subsidiaire et exceptionnellement liée de l'administration centrale en matière de mobilité urbaine ... 418

I.2.2. La compétence subsidiaire et discrétionnaire de l'administration centrale en matière de mobilité urbaine ... 419

II. Les procédures de réalisation des missions de mobilité urbaine 419

III. L'articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique d'urbanisme 421

III.1. L'impact des projets d'infrastructure de transport sur la politique d'urbanisme 422

III.2. L'impact des projets d'urbanisme sur la politique de mobilité urbaine ... 423

III.3. La valeur et la portée du droit à la mobilité urbaine 424

III.4. L'intégration des infrastructures de transport dans les documents d'urbanisme 424

III.4.1. Les instruments de planification ordinaire 425

III.4.2. Le recours à la planification spécifique 426

III.4.3. L'articulation des plans 426

IV. L'articulation entre la politique de mobilité urbaine et la politique de protection de l'environnement 427

IV.1. La création des infrastructures dans les zones protégées 427

IV.2. Les infrastructures de transport et la préservation de la qualité de l'air .. 428

IV.3. Les infrastructures de transport et la lutte contre le bruit 429

V. La mobilité urbaine, la circulation et le stationnement 430

V.1. La politique de l'urbanisme et la circulation 430

V.2. La politique de l'urbanisme, de stationnement et de parking 431

V.3. Les règles financières et fiscales 433

VI. Un exemple de « méga-projet » en matière de mobilité urbaine : le troisième pont du bosphore (le pont « Yavuz Sultan Selim ») 434

VI.1. Les litiges concernant la procédure d'étude d'impact 436

VI.1.1. Le litige devant le juge administratif 436

VI.1.2. Le litige devant le juge constitutionnel 437

VI.2. Les litiges juridiques concernant les plans d'urbanisme	437
VI.2.1. Le litige juridique concernant l'amendement du PAE.	438
VI.2.2. Les litiges juridiques concernant les plans inférieurs	439
CHAPITRE 13.	
RAPPORT SUR LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	441
<i>Emmanuelle BROUSSY</i>	
I. Compétences	442
II. Les autorisations	443
II.1. Des obligations d'ouverture à la concurrence	443
II.2. Le respect des règles de la politique commune des transports.	444
II.3. Des conditions d'autorisation de construction ou d'exploitation conformes aux libertés fondamentales	444
II.4. Des obligations d'évaluation environnementale et de participation du public	445
II.4.1. La directive « Habitats »	446
II.4.2. La directive « Plans et programmes »	446
II.4.3. La directive « Projets »	448
II.5. Le respect du système d'autorisation préalable des aides d'État	451
III. Mobilité urbaine et politique d'urbanisme	454
IV. Politique de l'environnement et mobilité urbaine.	455
IV.1. La prise en compte des évaluations sur les incidences environnementales	456
IV.1.1. La directive « Habitats » : seuls les projets ne portant pas atteinte à l'intégrité d'un site protégé peuvent, en principe, être autorisés	456
IV.1.2. La directive « Plans et programmes » et la directive « Projets »	459
IV.2. Le respect des exigences environnementales européennes : l'exemple de la directive sur la pollution de l'air	459
V. Circulation et stationnement.	460
V.1. Restreindre et interdire la circulation des poids lourds pour des raisons environnementales : la délicate conciliation avec la libre circulation des marchandises	461
V.2. Manifestations et blocages des routes : l'inaction des États membres peut être contraire au droit de l'Union.	463
V.3. Réserver des voies de circulation à certains véhicules : attention au droit des aides d'État !	464
V.4. Appliquer une redevance d'utilisation des infrastructures routières aux voitures : il ne faut pas discriminer	466